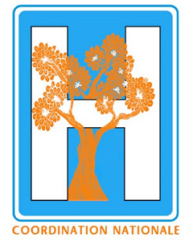




Un **BUDGET**
de la **Sécurité Sociale**
Pour **sortir de la crise sanitaire**
et **répondre aux besoins**
de la population



**Le 7 mai, à Ivry, devant la mairie à partir de 18H00,
nous ferons «*Place à la Santé !*»**

**en donnant la parole à *des professionnel.le.s,*
des usager.ère.s et en exprimant nos exigences !**

Plus de 6 millions de personnes sont sans médecin traitant. Les services d'urgence sont saturés, les personnels épuisés et sous-payés. Des maternités, des centres d'IVG, des services suspendent leur activité ou ferment pour quelques jours et parfois définitivement. La psychiatrie est asphyxiée. Les EHPADs sont au bord de la cessation de paiement...

Avec le gouvernement Bayrou, les mauvais coups continuent : Le budget alloué à l'hôpital public reste très largement inférieur aux besoins réels. Les hôpitaux ne peuvent plus faire face, ni se moderniser ni embaucher des soignant.e.s bien payé.e.s.. Le prix des consultations augmente, les dépassements d'honoraires sont devenus la règle, les tarifs des mutuelles explosent... Les indemnités journalières de la Sécurité Sociale en cas d'arrêt maladie baissent de 53,31 à 41,47 euros brut dans le privé et de 10% dans le secteur public.

Batucada,
Les Rosies

Pique-nique
partagé

De 2017 à 2023,
plus de 34000 lits
hospitaliers fermés

**Il devient *toujours plus difficile de se soigner*
pour une santé qui coûtera toujours plus cher.**

Tout cela pour maintenir entre autres des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. 83 milliards l'an passé ! et pour transférer aux grands groupes privés notre sécu, notre santé, l'accompagnement social et médico-social des personnes en situation de fragilité ou en perte d'autonomie, des enfants.

5 ans après la pandémie du COVID, aucune leçon n'a été tirée : la santé n'est pas préservée du marché et les intérêts financiers sont de plus en plus prioritaires. L'intérêt général n'est plus reconnu comme primordial, seule compte la préservation des acquis des plus riches.

IL EST POSSIBLE DE FAIRE AUTREMENT, cela dépend de choix politiques forts portant la santé comme un droit et non comme une marchandise. C'est le sens de l'appel lancé par plus de 70 organisations lors de la journée mondiale de la santé.

Nous voulons

- Un budget à la hauteur des besoins de santé physique et psychique, de soins, de prévention et d'accompagnement social pour l'ensemble de la population.
- Une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge à 100% les soins de santé et la perte d'autonomie, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'Etat, sans aucun reste à charge.

Et pour cela, nous proposons

- La suppression des exonérations de cotisations sociales
- D'augmenter les salaires, 1% d'augmentation = 4,9 milliards d'euros annuels supplémentaires pour notre Sécu
- D'obtenir l'égalité salariale homme-femme = 5 milliards d'euros annuels pour notre Sécu
- De supprimer la taxe sur les salaires versés par les établissements publics de santé et du médico-social à l'Etat (5 milliards d'euros annuels)



Budget des hôpitaux augmenté de 3,8% en 2025 là où les directeurs d'hôpitaux demandaient 6% pour faire face à l'urgence

Les exonérations de cotisations sociales pour les entreprises sont passées de 37 milliards d'euros en 2018 à plus de 80 milliards d'euros en 2023